

8 FR

Marx, Engels sur l'écologie - Daniel Tanuro

1. Daniel Tanuro: *Pour une reconstruction écologique du marxisme*, 2012
2. Citations Marx et Engels sur la nature
3. F. Engels, Complément et supplément au livre III du Capital, 1895



International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

Daniel Tanuro: Pour une reconstruction écologique du marxisme

Pour une reconstruction écologique du marxisme Pour la première fois de son histoire, l'humanité dans son ensemble doit penser son émancipation sous une contrainte écologique globale, incontournable par une migration de population, indépassable par une hausse de la productivité du travail. Ce changement radical dans les conditions objectives oblige à réexaminer tous les projets politiques visant à instaurer le « royaume de la liberté » sur la Terre (MARX, 1984, p. 855).

Un défi gigantesque

Le changement climatique donne la mesure du défi. Avoir une chance sur deux de ne pas trop dépasser deux degrés de hausse de la température requiert que la consommation finale d'énergie baisse de moitié dans l'Union Européenne, et des trois quarts aux Etats-Unis, d'ici 2050 (ONU, 2011). De tels objectifs ne peuvent être atteints sans une diminution de la production matérielle et des transports, au moins dans les pays dits « développés ».

Il s'agit de bâtir un système énergétique entièrement nouveau – décentralisé, 100% renouvelables, conçu pour maximiser l'efficacité thermodynamique plutôt que l'efficacité-coût – et cette mutation gigantesque doit être réalisée en deux générations. Cela nécessite la planification d'investissements gros consommateurs d'une énergie qui, en début de transition, reste fossile à plus de 80%. La transition elle-même sera donc source d'un surcroît d'émissions, à compenser impérativement.

Il va de soi que ces contraintes ne peuvent être respectées dans le cadre du capitalisme. Un capitalisme planifié, sans croissance et qui renoncerait au profit comme indicateur est évidemment impossible. La catastrophe ne peut être évitée que dans le cadre d'un mode de production de type socialiste, basé sur la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, et la suppression des productions inutiles ou nuisibles.

Le marxisme en question

Cependant, face à cette contrainte écologique, la question se pose : dans quelle mesure la pensée de Marx reste-t-elle pertinente? Sujet de la transformation socialiste, la classe ouvrière a construit un syndicalisme productiviste. Des régimes se réclamant du marxisme ont rivalisé -et rivalisent encore- avec le capitalisme dans la destruction de l'environnement. La quasi-totalité des groupes marxistes ont raté le rendez-vous avec la question écologique dans les années '60 du siècle passé, et beaucoup se contentent encore d'utiliser les menaces environnementales à des fins de propagande anticapitaliste générale.

Pour certains, le matérialisme historique n'est pas approprié à la compréhension des rapports entre la société et l'environnement. Malthus revient à la mode, à telle enseigne que de nombreux auteurs le considèrent comme le premier écologiste moderne. La critique anhistorique de la technique par Heidegger trouve un écho dans les ouvrages de Hans Jonas, Jacques Ellul ou André Lebeau. Pour d'autres, c'est chez John Stuart Mill ou Proudhon qu'il s'agirait de chercher des pistes pour sortir du productivisme, du consumérisme et de l'hyper-centralisation technico-politique des sociétés.

A l'opposé, John B. Foster considère qu'il y a une « écologie de Marx » (FOSTER, 2000). Une opinion similaire est défendue par Paul Burkett (BURKETT, 1999). Ces deux auteurs ont le mérite de remettre les pendules à l'heure quant au soi-disant « productivisme » de Marx, mais ils tendent à verser dans l'apologie et l'anachronisme. La thèse qu'on défendra ici est différente :

La conception marxienne des relations humanité-nature constitue un cadre adéquat et sa critique du mode de production capitaliste fournit des instruments indispensables à la compréhension de la « crise écologique ». Il y a beaucoup plus que des « intuitions écologiques » chez lui, contrairement à ce qu'écrivait Daniel Bensaïd (BENSAÏD 2002) ; En même temps, l'œuvre de Marx est traversée de tensions, de zones d'ombre et de contradictions. Son « écologie » n'est qu'un potentiel dont la réalisation passe par une réappropriation critique et une pratique de lutte - une reconstruction.

Deux faces d'une même médaille

La place manque pour discuter ici la conception qu'a Marx de la nature en général, de la nature humaine en particulier, de la relation entre les deux et de son évolution historique. On abordera directement le deuxième point : l'éclairage que la critique du capitalisme jette sur la « crise écologique »¹ contemporaine. Il convient d'abord de souligner que, dans l'esprit de Marx, exploitation du travail et de la nature sont deux processus inséparables dans la société capitaliste. Pour quatre raisons principales:

Primo, la force de travail humaine est elle-même une ressource naturelle. La « force naturelle de l'homme » et la « force naturelle de la terre » constituent « les deux seules sources de toute richesse » pillées par le capital;

Secundo, l'exploitation de cette force comme marchandise présuppose que le producteur soit séparé des autres ressources naturelles, par l'appropriation capitaliste de la terre. Sans cet « extrême déchirement » entre l'être humain et son « corps inorganique », pas d'industrialisation ni d'urbanisation capitalistes (MARX, 1972, p.159);

Tertio : comme le monopole de la classe des propriétaires fonciers sur la terre fait obstacle à la péréquation du taux de profit, la productivité des plus mauvaises terres détermine la valeur des produits agricoles, ceux-ci peuvent être vendus à leur valeur – supérieure au prix de production- et tout investissement de capital sur les terres plus fertiles augmente le montant de la rente différentielle. De plus, aussi longtemps que la composition organique du capital agricole est plus faible en moyenne que celle du capital industriel, tout propriétaire perçoit aussi une rente absolue, même sur les plus mauvaises terres. Or, la rente est du surprofit accaparé aux dépens des autres secteurs et de la société tout entière. Prise comme consommateur, celle-ci gaspille donc du travail social pour payer les produits du sol au-dessus de leur prix;

Quarto : l'exploitation combinée du travail et des autres ressources a des conséquences à la fois sur l'agriculture et sur l'industrie. A la campagne, il favorise une agriculture de plus en plus intensive, spécialisée, capitaliste et pauvre en main-d'œuvre. A la ville, il contribue à compenser la chute tendancielle du taux de profit par une diminution relative de la valeur de la force de travail - rendue possible parce que l'agriculture capitaliste tend à réduire les coûts des aliments de base (grâce à la mécanisation, la concentration des terres, etc).

La capacité par cette analyse de saisir l'intégration croissante de l'industrie, de l'agriculture et de la finance et ses conséquences actuelles – la « malbouffe », les campagnes vides, les eaux polluées, la terre épuisée, l'appropriation des ressources - apparaît clairement dans la conclusion que Marx tire dans *Le Capital*, à la fin de la longue section consacrée à la rente foncière :

«La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si,

à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre » (MARX, 1984, p. 848).

Productivisme ?

Marx n'est pas « productiviste » : il oppose la production de valeurs d'usage à celle de valeurs d'échange. Dès le quatrième chapitre du Capital, il pose clairement que la première diffère de la seconde notamment en ceci que la forme M-A-M (marchandise-argent-marchandise) est bornée par la finitude des besoins humains, tandis que la forme capitaliste A-M-A' (argent-marchandise-plus d'argent) « n'a pas de fin » parce que « le commencement et la fin sont une seule et même chose, argent, valeur d'échange » (...) dont « la circulation possède son but en elle-même, car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir ». « Le mouvement du capital n'a donc pas de limites » (MARX, 1969, pp 118-119). Plus exactement : il ne connaît d'autre limite que le capital lui-même, autrement dit le rapport social d'exploitation qui a pour condition l'appropriation des ressources. La formule célèbre par laquelle Marx pose que le capital épuise les deux seules sources de toute richesse – la terre et le travailleur (Ibid, p 363) – découle directement de cette analyse. C'est la même idée d'un épuisement conjoint des forces de l'homme et de la terre qui est développée dans la citation ci-dessus.

Les implications à long terme de la dynamique d'accumulation sans limite de la valeur sont explorées avec une prescience étonnante dans un passage peu connu des Grundrisse : « La production de plus-value relative, fondée sur l'accroissement des forces productives, exige la création d'une consommation nouvelle ; au sein de la circulation, la sphère de consommation devra donc augmenter autant que la sphère productive. En conséquence : 1°) on élargit quantitativement la consommation existante ; 2°) on crée des besoins accrus en propageant les besoins à une sphère plus grande ; 3°) on crée de nouveaux besoins, on découvre et on produit de nouvelles valeurs d'usage. (...) Il faudra donc explorer toute la nature pour découvrir des objets de propriétés et d'usages nouveaux pour échanger, à l'échelle de l'univers, les produits de toutes les latitudes et de tous les pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements artificiels afin de leur donner des valeurs d'usage nouvelles. On explorera la terre dans tous les sens, tant pour découvrir de nouveaux objets utiles que pour donner des valeurs d'usage nouvelles aux anciens objets ; on utilisera ceux-ci en quelque sorte comme matière première ; on développera donc au maximum les sciences de la nature. On s'efforcera, en outre, de découvrir, de créer et de satisfaire des besoins découlant de la société elle-même » (MARX, 1973, pp 213-214).

Les manipulations génétiques, l'appropriation des génomes, le biomimétisme industriel, etc... entrent parfaitement dans ce cadre.

Certains affirment que la foi marxienne dans les possibilités de développement des forces productives serait analogue aux conceptions néolibérales sur la substituabilité absolue du capital aux ressources. La citation ci-dessous montre qu'il n'en est rien :

« Supposons, dit Marx, que des machines, des produits chimiques, etc. occupent une place de plus en plus grande. Il faut tenir compte du fait que, dans l'agriculture (comme dans l'industrie extractive) n'intervient pas uniquement la productivité sociale, mais aussi la productivité naturelle. Il est possible que l'augmentation de la productivité sociale compense à peine ou ne compense même pas la baisse de la force naturelle, mais de toute façon cette compensation n'aura qu'un effet temporaire » (MARX

1984, p 802).

Pourquoi Marx pose-t-il que l'augmentation de la productivité sociale compensera à peine ou ne parviendra même pas à compenser la perte de la productivité naturelle ? Parce qu'il sait, grâce à Liebig, que la hausse de la productivité agricole n'est pas une fonction linéaire mais décroissante de l'apport en capital sous forme de machines et de produits chimiques (engrais, par exemple).

Pourquoi écrit-il que cette compensation ne sera de toute façon que temporaire ? Parce qu'il est conscient du fait que les apports en capital ne pourront que différer les conséquences de la rupture du cycle des nutriments entraînée par l'urbanisation, telle que Liebig l'a décrite.

Anticipations géniales

La compréhension de l'évolution combinée de l'agriculture et de l'industrie capitalistes, la première dépendant plus directement de la productivité naturelle et la seconde plus directement de la productivité sociale, permet à Marx de pointer plus finement une série de contradictions spécifiques au régime d'accumulation. On en épinglera cinq: 1. Fluctuations de plus en plus importantes des prix agricoles.

« Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des lois organiques déterminées dépendant de certaines périodes naturelles, ne puissent être soudainement multipliées, dans la même mesure que des machines, par exemple, ou tout autre élément de capital fixe (...) dont la multiplication peut se produire en un temps très court (...). Il est donc possible et même inévitable dans une production capitaliste développée que la production et la multiplication de la portion de capital constant consistant en capital fixe, outillage, etc., prenne une avance considérable sur la portion constituée par des matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre et que partant leur prix monte » (Ibid, p. 129).

Marx en déduit une tendance à l'alternance de renchérissement et de dépréciation des prix des matières premières agricoles, avec pour conséquence le renforcement des régions primaires de production, l'augmentation du capital investi dans ces zones, donc la concurrence encore plus défavorable aux zones secondaires (MARX, 1984, pp 129-131). C'est en effet ce mécanisme qui explique que se soient constituées de grandes zones de monoculture agroindustrielles (maïs, soja, blé, riz) détruisant la souveraineté alimentaire des peuples, ruinant les petits paysans, et transformant de vastes régions en déserts verts.

2. Distribution biaisée par le profit des investissements dans la production des aliments et des matières premières agricoles. Marx n'envisage pas explicitement que le mécanisme décrit ci-dessus déséquilibrera la division du travail au détriment des agriculteurs produisant de la nourriture, mais cette conclusion découle logiquement de son analyse. C'est elle qui se concrétise aujourd'hui dans la production massive d'agrocarburants à partir de cultures alimentaires, laquelle accélère à son tour la tendance à la hausse convulsive des prix agricoles.

3. Au sein de la production alimentaire, tendance à la disproportion des investissements dans l'élevage, au détriment de la production céréalière. Marx ne considère pas la production de viande comme « essentielle ». Son analyse permet de comprendre les raisons qui poussent le capital en direction d'un surdéveloppement de l'élevage industriel d'animaux de boucherie, au détriment d'autres biens de subsistance – ce qui correspond bien à la tendance actuelle. Voici comment il aborde cette question. Outre la rente différentielle, il a prouvé l'existence d'une rente absolue, due à la composition organique

du capital plus faible dans l'agriculture que dans l'industrie. Il répond alors à l'objection qui peut surgir du constat que « dans l'élevage à grande échelle, la masse de la force de travail employée est très faible, comparée au capital constant que représente le bétail lui-même ». Il le fait en s'appuyant sur Adam Smith :

« Un des mérites d'Adam Smith est d'avoir démontré que pour l'élevage et, en général, pour tous les capitaux investis dans le sol et qui ne sont pas consacrés à la production des aliments essentiels, comme le blé par exemple, la détermination du prix se fait tout différemment. Voici comme ce prix est établi : le produit d'un terrain, disons d'une prairie artificielle utilisée pour l'élevage, mais qui pourrait aussi bien être transformée en terre arable d'une certaine qualité, doit avoir un prix suffisamment élevé pour rapporter la même rente d'un terrain à blé de même qualité ; par conséquent, la rente de la terre à blé entre de façon déterminante dans le prix du bétail ; (...) de cette manière, le prix du bétail est artificiellement accru par la rente, par l'expression économique de la rente foncière, donc par la propriété foncière elle-même ». (MARX 1984, p 803).

4. Intérêt capitaliste accru pour les pêcheries, les mines et les forêts naturelles, où la gratuité de la matière première rend possible un surprofit particulièrement important. Le raisonnement concernant l'élevage s'applique mutatis mutandis aux pêcheries, aux carrières et aux forêts naturelles : « La rente absolue joue un rôle plus considérable encore (dans ces secteurs) où un des éléments du capital constant, la matière première, disparaît complètement et où le capital a nécessairement la composition la plus basse » (ibid, p 808). L'appropriation et la destruction insensée des forêts tropicales ne s'explique pas simplement par la logique du profit, mais par l'existence d'un surprofit, d'autant plus large que la demande est forte :

« Le capital consiste ici presque uniquement en capital variable, dépensé en travail, et met par conséquent en mouvement plus de surtravail qu'un autre capital de même grandeur. La valeur du bois contient donc aussi un plus grand excédent de travail non-payé, ou de plus-value, que celle d'un produit obtenu avec des capitaux de composition supérieure. Le bois peut donc payer le profit moyen et rapporter, sous forme de rente, un excédent considérable au propriétaire de la forêt. Inversement, comme la coupe du bois peut facilement prendre de l'extension et sa production s'accroître rapidement, on peut supposer qu'il faut un très considérable accroissement de la demande pour que le prix du bois soit égal à sa valeur et que tout l'excédent de travail non payé (excédant le profit moyen) échoie au propriétaire sous forme de rente ».

Cet accroissement considérable de la demande est aujourd'hui alimenté par des mécanismes tels que le non recyclage du papier et l'obsolescence programmée des meubles. 5. En période de crise, tendance du capital en quête de sécurité à affluer vers la terre et les autres ressources génératrices de rente, et à exploiter l'espace par le biais de la propriété immobilière.

Le grand avantage de la rente, c'est qu'elle permet au propriétaire « d'exploiter le développement social auquel il ne contribue en rien et pour lequel il ne risque rien » (L3, p. 809). La rente revient en effet à ceci que « une partie de la société exige de l'autre qu'elle lui paie un tribut » (p. 810). Mais la rente d'un bien non exploité ne peut être que réduite.

C'est pourquoi « en période de pénurie de capitaux, il ne suffira pas qu'un terrain non cultivé puisse rapporter au fermier le profit moyen (...) pour orienter du capital additionnel vers l'agriculture ». Par contre, « en période de pléthore, le capital afflue vers la terre même sans qu'il y ait hausse du prix de marché et pourvu seulement que des conditions normales existent par ailleurs. »

N'est-ce pas ce que nous constatons aujourd'hui avec la ruée sur l'immobilier, les achats massifs de terre comme placement financier, l'appropriation des puits de carbone forestiers générateurs de crédits d'émission, etc ?

Gestion irrationnelle du « corps inorganique »

De tout cela, Marx tire à plusieurs reprises la même conclusion : « L'esprit même de la production capitaliste, axé sur le profit le plus immédiat, (est) en contradiction avec l'agriculture, qui doit mener sa production en tenant compte de l'ensemble des conditions d'existence permanentes des générations qui se succèdent » (LC3, p. 652). Et encore : « La morale de l'histoire (...), c'est que le système capitaliste s'oppose à une agriculture rationnelle ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien qu'il favorise son développement technique) et qu'elle nécessite l'intervention du petit paysan qui travaille lui-même sa terre ou le contrôle des producteurs associés » (ibid, p. 132). Plus généralement, l'analyse du double épuisement capitaliste de la terre et du travailleur conduit Marx à une conclusion en deux volets : Le développement humain est borné par une double limite : « La fécondité de la nature constitue une limite, un point de départ, une base. (...) Le développement de la force productive sociale constitue l'autre limite » ; (ibid, pp 670-671)

Dans ce cadre, « la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme une fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail ». (ibid p. 855)

Comme on sait, ce deuxième volet est inspiré directement des travaux de Liebig sur la rupture du cycle des nutriments due à l'urbanisation capitaliste. Le génie de Marx est de généraliser le problème des sols traité par Liebig à l'ensemble des échanges entre l'humanité et le reste de la nature. Il en déduit : la nécessité du passage à un mode de production basé sur la valeur d'usage et la satisfaction des besoins humains réels, ce qui implique la suppression de la propriété capitaliste sur la terre, le retour aux « biens communs » :

« Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias » (ibid, p. 812) ; l'indispensable abolition de la séparation entre villes et campagnes. Il va même plus loin : dans la mesure où il constate que le commerce mondial – des fibres notamment- aggrave l'irrationalité de la gestion des échanges avec la nature, il n'est pas exagéré de considérer que la relocalisation de l'économie et la souveraineté alimentaire sont des revendications parfaitement cohérentes avec la critique marxiste du capitalisme. Les citations mentionnées plus haut montrent que la contestation des monocultures et de l'élevage industriels trouvent également leur place dans une critique marxiste du mode de production capitaliste.

Une « écologie de Marx » ?

Bref, les anticipations de l'évolution des relations humanité/nature sont nombreuses et remarquables dans l'œuvre de Marx, en particulier dans *Le Capital*. Il ne s'agit pas de fulgurances aléatoires mais de conclusions rigoureuses découlant chaque fois de l'analyse de la dynamique d'accumulation de valeur.

De plus, Marx insiste sur le fait que sa critique de l'agriculture capitaliste est transposable mutatis mutandis à d'autres domaines d'activité générateurs de rente: l'eau, sa force motrice, les ressources minérales, les ressources en général et même l'espace géographique « élément de toute production et nécessaire à toute activité humaine » (ibid, p 810). C'est donc bien une vision générale du capitalisme en tant que perturbateur du métabolisme entre l'être humain et le reste de la nature qui émerge ici.

Peut-on pour autant parler d'une « écologie de Marx » ? Les plaidoyers de John B. Foster et Paul Burkett ont le mérite de réhabiliter l'auteur du *Capital* face à une offensive idéologique qui n'a aucun fondement sérieux. Il semble évident qu'il y a une continuité entre le jeune Marx qui définit la nature comme « le corps inorganique de l'homme » et le Marx de la maturité, qui fait de l'accumulation capitaliste l'obstacle absolu à la bonne gestion du métabolisme entre l'humanité et ce « corps inorganique ». La base de cette continuité, c'est sa conception matérialiste de la nature, de la nature humaine, et de la relation entre l'humanité et le reste de la nature.

« L'écologie de Marx » est pourtant une reconstruction. Brillante mais qui ne s'assume pas comme telle. De sorte qu'elle fait l'impasse sur les tensions, les questions non résolues, voire les failles dans la pensée marxienne. C'est ici qu'il faut se garder d'un double piège : l'apologie et l'anachronisme. Car Marx, qui n'a connu que des « crises écologiques » locales, ne tire pas toujours – et ne pouvait pas toujours tirer- les conclusions « écologiquement correctes » de ses propres anticipations. On pourrait donner de nombreuses illustrations de cette affirmation. On se contentera d'en mentionner quelques-unes.

Tensions, questions, failles

La citation remarquable des Grundrisse, par exemple, reproduite plus haut, se poursuit immédiatement par les considérations suivantes, qui la vident largement de sa portée écologique :

« La production fondée sur le capital crée ainsi les conditions de développement de toutes les propriétés de l'homme social, d'un individu ayant le maximum de besoins, et donc riche des qualités les plus diverses, bref d'une création aussi universelle et totale que possible, car plus le niveau de culture de l'homme augmente, plus il est à même de jouir ». La tension entre la critique radicale du capital et une certaine fascination pour sa « mission civilisatrice » est ici évidente.

L'attitude vis-à-vis de la paysannerie est une autre question sous tension. Le passage où Marx affirme qu'une agriculture rationnelle ne peut être pratiquée que par le petit paysan ou par les producteurs associés est partiellement contredite ailleurs dans l'ouvrage :

« Un des grands résultats du mode capitaliste de production, c'est qu'il a fait de l'agriculture une application scientifique consciente de l'agronomie –dans la mesure où cela est possible dans les conditions de la propriété privée -, alors qu'elle était une série de procédés purement empiriques et transmis mécaniquement d'une génération à l'autre, de la fraction la moins évoluée de la société » (MARX 1984, p. 652). Et plus nettement encore : « La rationalisation de l'agriculture, qui seule rend possible son exploitation sociale » est un des « deux grands mérites du monde capitaliste de production » (ibid, p. 653).

Ailleurs dans la même section du *Capital*, Marx ironise contre un auteur qui « croit à des légendes » telles que l'enrichissement du sol par « des plantes fourragères qui, puisant dans l'atmosphère les principaux éléments de leur végétation, ajoutent au sol plus qu'elles ne lui prennent » (Ibid p. 666). Il est vrai que ce phénomène a été établi scientifiquement après la mort de Marx, mais il avait été découvert « empiriquement » dès le XVe siècle (MAZOYER et ROUDART, 2002): la première révolution agraire des temps modernes – l'abandon de la jachère, permettant une forte augmentation de la productivité et une baisse de la pression sur les forêts– a donc été l'œuvre de « la fraction la moins évoluée de la société ». Ici, Marx tend à nier les savoirs paysans au nom de « la raison » et de « la science agronomique ».

Cette tension en recouvre une autre, plus fondamentale, sur le rôle progressiste, ou non, du capitalisme. Analysant l'acharnement du capital à recycler les résidus et à trouver de nouveaux usages aux déchets, Marx écrit ceci :

« Même dans la petite culture, pratiquée sur le mode horticole, comme en Lombardie, dans le Sud de la Chine et au Japon par exemple, on procède à une grande économie de ce genre. Mais en général la productivité de l'agriculture est obtenue dans ce système au prix d'un gaspillage considérable de force de travail humaine, dont sont privés d'autres sphères de la production » (MARX 1984, p 112).

Le gaspillage de la force de travail, et partant le blocage du développement, tels sont en effet les griefs de Marx à la petite agriculture paysanne précapitaliste : « Pour que ce mode de production puisse se développer pleinement, la propriété du sol » – et « la propriété communale qui est partout le complément de l'économie parcellaire » - « est tout aussi nécessaire que la propriété des outils pour le libre développement de l'exploitation artisanale. Dans ce cas, elle constitue la base de l'essor de l'autonomie personnelle. Pour le développement de l'agriculture elle-même, elle constitue un moment nécessaire » (Ibid, P. 842). Mais « la petite propriété foncière suppose que l'énorme majorité de la population est rurale et que c'est le travail isolé qui domine et non le travail social. Dans ce cas, la richesse et le développement de la reproduction, ainsi que leurs conditions matérielles et morales, sont par conséquent impossibles » (Ibid, p. 848). « La propriété parcellaire exclut par sa nature même le développement des forces productives sociales du travail, l'établissement de formes sociales de travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage à grande échelle, l'application progressive de la science à l'agriculture ». (Ibid p.842)

Dans *Le Capital*, Marx ne parvient pas à trancher nettement entre la petite propriété paysanne et la grande propriété capitaliste, qu'il renvoie dos à dos:

« Dans les deux formes, au lieu que la terre soit consciemment et rationnellement traitée comme la propriété perpétuelle de la collectivité, la condition inaliénable d'existence et de reproduction de la série de générations successives, nous avons affaire à une exploitation des forces du sol qui équivaut à leur gaspillage. (...) Pour la petite propriété il en est ainsi par manque de moyens et de connaissances scientifiques (...); pour la grande, parce que fermiers et propriétaires utilisent ces moyens pour s'enrichir le plus rapidement possible. Pour les deux, parce qu'elles dépendent des prix du marché. (...)La petite propriété crée une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes primitives à tous les tourments et toute la misère des pays civilisés. Mais la grande propriété foncière, par contre, mine la force de travail dans la dernière zone où son énergie naturelle cherche refuge : la campagne, où elle s'entassait, fonds de réserve destiné au renouvellement de la force des nations » (Ibid, p 848).

Déplorer cette indécision serait tomber dans l'anachronisme : les conditions historiques du

dépassement de la contradiction – une agriculture paysanne bénéficiant à la fois des connaissances de la science et du régime des producteurs associés au niveau de la société tout entière - n'étaient pas réunies en Europe occidentale². N'empêche qu'il y a dans ces pages une forme de « mépris pour la paysannerie ». Alors qu'il loue le savoir-faire des artisans, et dénonce le vol de celui-ci, cause de la déshumanisation du travail de l'ouvrier par le machinisme, Marx ne fait pas justice à la créativité des communautés rurales qui ont créé des systèmes agraires et des variétés de plantes adaptés à des milieux forts différents.

Outre ces tensions débouchant sur des questions non résolues, il y a une faille importante dans « l'écologie de Marx » : il ne distingue pas l'importance qualitative du passage d'une énergie de flux, renouvelable (le bois) à une énergie de stock, non renouvelable à l'échelle humaine des temps (la houille). Vu le rôle fondamental des énergies fossiles dans le capitalisme, il convient de considérer que Marx commet ici une erreur sérieuse dans sa modélisation de ce mode de production. Cela déstabilise de l'intérieur sa propre thèse écologique prémonitoire relative à la nécessaire régulation rationnelle des échanges entre l'Humanité et la nature, car une telle régulation est incompatible à long terme avec l'usage de cette source d'énergie. De plus, l'amalgame entre énergies de flux et énergies de stock peut susciter l'idée que les sources énergétiques sont neutres, ce qui peut à son tour susciter l'idée que les technologies de conversion de l'énergie sont neutres également (comme le prétendent en effet certains marxistes partisans du nucléaire). La critique marxienne du caractère de classe de la technique est ainsi prise à revers. Ici, on n'est pas en présence d'une simple contradiction dialectique mais d'un antagonisme entre deux thèses incompatibles qui coexistent à la faveur d'un angle mort, d'une zone d'ombre dans la compréhension du capitalisme (TANURO, 2010).

Néanmoins, d'une manière générale, les catégories mobilisées par Marx font plus que permettre la compréhension de la « crise écologique » : elles sont indispensables à celle-ci. Les autres théories en présence sont loin d'offrir les mêmes possibilités. La thèse de Malthus – la population croît exponentiellement alors que la productivité agricole croît linéairement – est battue en brèche depuis l'invention de l'agriculture. La conception anhistorique de la technique propagée par Ellul, Jonas, etc. se heurte au constat que la sortie de la « crise écologique » actuelle, tout en étant fondamentalement sociale, requiert cependant un changement technique (la substitution des renouvelables aux fossiles)... rendu impossible par la course au profit. Le capitalisme stationnaire de JS Mill est une contradiction dans les termes. Quant à Proudhon, qui pense que les marchandises sont vendues à leur valeur et que le profit vient de leur vente au-dessus de celle-ci, il est incapable de comprendre les mouvements du capital découlant de la chasse au surprofit, notamment sous la forme de la rente.

Pistes pour une reconstruction écologique

Il s'agit donc de revisiter l'œuvre de Marx, afin d'en « écologiser » les conclusions à la lumière de la « crise écologique » globale et d'aborder de nouvelles questions. On peut partir de l'objectif général d'une « gestion rationnelle des échanges entre l'humanité et la nature par les producteurs associés en tant que « seule liberté possible », et poser quelques questions : que signifie exactement « accomplir ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine » ? Quelle est la place des femmes parmi les « producteurs associés » ? Et quelle est cette rationalité qui doit guider la gestion des échanges ?

La question du « minimum de force » pose le problème de l'attitude face à la hausse de la productivité du travail dans l'agriculture. Cette question peut être abordée de façon pragmatique en constatant qu'il n'est pas possible de sortir de la « crise écologique » sans recourir partout à une agriculture organique de proximité, indispensable aussi pour atteindre la souveraineté alimentaire. Or, une telle agriculture

requiert l'augmentation de la part du travail social affectée aux tâches agricoles (en tout cas dans les pays où celles-ci sont accaparées par l'agrobusiness) et, plus globalement, aux tâches d'entretien et de réparation de l'environnement. Un certain recul dans la productivité du travail agricole est donc nécessaire. Ceci soulève une question théorique importante, déjà effleurée par Ernest Mandel qui notait que « à partir d'un certain niveau, le développement des forces productives peut éloigner du socialisme au lieu d'en rapprocher » (MANDEL, 1973).

Mais quel est ce niveau? Ici, la question de la productivité agricole est liée à celle des « conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine ». L'élevage industriel est-il digne de la nature humaine? N'est-ce pas plutôt de maltraitance, voire de torture des animaux qu'il s'agit? Sans aucun doute. Or, cette maltraitance est une forme de l'objectivisation du vivant, caractéristique du système capitaliste, dont une autre forme, dénoncée par Marx, est l'objectivisation de la force de travail humaine, donc de l'être humain lui-même. S'y habituer revient à banaliser la maltraitance que le capital inflige aux exploités, au nom de la même raison instrumentale.

On retrouve ici le problème déjà effleuré : quelle raison? On a vu que Marx tend à surinvestir la rationalité de la science agronomique face au savoir paysan empirique. Il ne s'agit pas évidemment pas d'idéaliser celui-ci mais d'ouvrir une réflexion sur la rationalité instrumentale en tant qu'expression « scientifique » de l'objectivisation du vivant. Dans ce cadre, l'oppression spécifique des femmes devrait être prise en compte, car il y a une identité fondamentale entre l'appropriation sociale de la « force de la nature » par le capital, d'une part, et l'appropriation patriarcale de la « force reproductive » des femmes par les hommes. De plus, les femmes du Sud produisent 80% des moyens de subsistance. Leur rôle dans la « régulation rationnelle » est donc crucial, et lié à leur lutte autonome contre leur oppression spécifique.

Revenons à la raison. Une rationalité qui donne à croire que l'étude en pièces détachées de plus en plus microscopiques d'une nature complexe et en évolution constante dissipera un jour toutes les incertitudes, est-elle bien rationnelle? Il se pourrait qu'Engels, dont l'admiration pour la science est bien connue, n'en était pas tout à fait certain... Dans le cadre de la reconstruction d'une « écologie de Marx », on peut lire cette citation célèbre de la Dialectique de la Nature comme une anticipation du principe de précaution : « Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. » (ENGELS, 1977, P.180) Enfin, une autre question à débattre est celle du lien entre planification et décentralisation. Elle aussi peut être abordée de façon très pragmatique. En effet, la nationalisation des groupes énergétiques est la condition sine qua non pour que la transition énergétique vers un système « 100% renouvelables » ait une chance d'aboutir dans les délais qui nous sont impartis. Mais la centralisation énergétique est une conséquence technique de l'usage des combustibles fossiles et nucléaires ; l'usage le plus « rationnel » des renouvelables, par contre, requiert la décentralisation énergétique. Par conséquent, la nationalisation ne doit être vue que comme un préalable nécessaire mais insuffisant pour aller vers un système énergétique mettant en réseau des systèmes locaux, utilisant les sources locales les plus adéquates, gérés/contrôlés localement par les communautés.

Dans son texte célèbre écrit après l'écrasement des insurgés parisiens, Marx disait de la Commune qu'elle était « la forme politique enfin trouvée de l'émancipation du travail ». Dans le cadre de la reconstruction écologique de sa pensée, cette formule mérite d'être complétée comme suit : « la forme politique enfin trouvée de l'émancipation du travail et de la soutenabilité écologique ».

Daniel Tanuro, le 5 novembre 2012

BENSAID, Daniel, 2002, « L'écologie n'est pas soluble dans la marchandise » in Contretemps, N°4, mai 2002.

BURKETT, Paul, 1999, "Marx and Nature: a Red and Green Perspective", Palgrave MacMillan

ENGELS, Friedrich, 1977, "Dialectique de la nature", Ed. sociales, Paris.

FOSTER, John Bellamy, 2000, "Marx's Ecology – Materialism and Nature". Monthly Review Press

MANDEL, Ernest, 1973, "Ten theses on the Social and Economic Laws Governing the Society Transitional Between Capitalism and Socialism". Originally published in Peter Henricke (ed.), "Probleme des Sozialismus und der Übergangsgesellschaften", Frankfurt/M. 1973.

MARX, Karl, 1969, « Le Capital », livre 1, Garnier Flammarion, Paris

MARX, Karl, 1972, « Les Manuscrits de 1844 », UGE 10-18, Paris

MARX, Karl, 1973, « Grundrisse », chap. du capital, UGE 10-18, Paris

MARX, Karl, 1984, « Le Capital », Edition du Progrès, Moscou, livre 3.

Marcel MAZOYER et Laurence ROUDART, 2002, « Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine », Ed. du Seuil, coll. « Points Histoire », Paris

ONU, 2011, World Economic and social Outlook

TANURO, Daniel, 2010, « Marxisme, énergie et écologie: l'heure de vérité » in Pistes pour un anticapitalisme vert (Vincent Gay coord.), Syllepse, Paris

Citations Marx et Engels sur la nature

«La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroît sans cesse, elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré. (...) La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre » (MARX, Capital, livre 3, dernière page du Chapitre XLVII, p. 848).

« La production de plus-value relative, fondée sur l'accroissement des forces productives, exige la création d'une consommation nouvelle ; au sein de la circulation, la sphère de consommation devra donc augmenter autant que la sphère productive. En conséquence : 1°) on élargit quantitativement la consommation existante ; 2°) on crée des besoins accrus en propageant les besoins à une sphère plus grande ; 3°) on crée de nouveaux besoins, on découvre et on produit de nouvelles valeurs d'usage. Mais tout cela suppose que le surtravail obtenu ne reste pas un simple excédent quantitatif, mais que les différences qualitatives du travail (et donc du surtravail) augmentent, se diversifient et se multiplient sans cesse. (...) Il faudra donc explorer toute la nature pour découvrir des objets de propriétés et d'usages nouveaux pour échanger, à l'échelle de l'univers, les produits de toutes les latitudes et de tous les pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements artificiels afin de leur donner des valeurs d'usage nouvelles. On explorera la terre dans tous les sens, tant pour découvrir de nouveaux objets utiles que pour donner des valeurs d'usage nouvelles aux anciens objets ; on utilisera ceux-ci en quelque sorte comme matière première ; on développera donc au maximum les sciences de la nature. On s'efforcera, en outre, de découvrir, de créer et de satisfaire des besoins découlant de la société elle-même. » (MARX, Grundrisse, chap. du capital, pp 213-214).

« Supposons que des machines, des produits chimiques, etc. occupent une place de plus en plus grande. Il faut tenir compte du fait que, dans l'agriculture (comme dans l'industrie extractive) n'intervient pas uniquement la productivité sociale, mais aussi la productivité naturelle. Il est possible que l'augmentation de la productivité sociale compense à peine ou ne compense même pas la baisse de la force naturelle, mais de toute façon cette compensation n'aura qu'un effet temporaire ». (Le Capital, Livre 3, chapitre XLV, p 802, dans mon édition : 18e page du chapitre)

« Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des lois organiques déterminées dépendant de certaines périodes naturelles, ne puissent être soudainement multipliées, dans la même mesure que des machines, par exemple, ou tout autre élément de capital fixe (...) dont la multiplication peut se produire en un temps très court dans les pays industrialisés, si l'on suppose réalisées les autres conditions naturelles. Il est donc possible et même inévitable dans une production capitaliste développée que la production et la multiplication de la portion de capital constant consistant en capital fixe, outillage, etc., prenne une avance considérable sur la portion constituée par des matières premières organiques, de sorte que la

demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre et que partant leur prix monte ». (Le Capital, Livre 3, Chapitre VI, p. 129, dans mon édition : 7 pages avant la fin du point II « accroissement de valeur et dévalorisation , libération et fixation de capital »)

« Bien que le travail des producteurs directs de moyens de subsistance se divise, pour eux-mêmes, en travail nécessaire et surtravail, il représente, du point de vue de la société, le travail nécessaire à la seule production des moyens de subsistance. (...) Si, dans le cas de la marchandise isolée, la valeur d'usage dépend du fait qu'elle doit, en soi, satisfaire un besoin, par contre, pour la masse des produits sociaux, elle dépend du fait qu'elle est, pour chaque espèce particulière de produits, adéquate au besoin social quantitativement déterminé et que le travail se trouve donc réparti dans les diverses sphères de production proportionnellement à ces besoins sociaux quantitativement définis ». (MARX, LC, Livre 3, Chapitre XXXVII, p. 671, dans mon édition : 6e page avant la fin du chapitre)

« Un des mérites d'Adam Smith est d'avoir démontré que pour l'élevage et, en général, pour tous les capitaux investis dans le sol et qui ne sont pas consacrés à la production des aliments essentiels, comme le blé par exemple, la détermination du prix se fait tout différemment. Voici comme ce prix est établi : le produit d'un terrain, disons d'une prairie artificielle utilisée pour l'élevage, mais qui pourrait aussi bien être transformée en terre arable d'une certaine qualité, doit avoir un prix suffisamment élevé pour rapporter la même rente d'un terrain à blé de même qualité ; par conséquent, la rente de la terre à blé entre de façon déterminante dans le prix du bétail ; (...) de cette manière, le prix du bétail est artificiellement accru par la rente, par l'expression économique de la rente foncière, donc par la propriété foncière elle-même ». (MARX, LC, L3, chapitre XLV, p 803, dans mon édition : 6e page avant la fin du chapitre).

« Le capital consiste ici presque uniquement en capital variable, dépensé en travail, et met par conséquent en mouvement plus de surtravail qu'un autre capital de même grandeur. La valeur du bois contient donc aussi un plus grand excédent de travail non-payé, ou de plus-value, que celle d'un produit obtenu avec des capitaux de composition supérieure. Le bois peut donc payer le profit moyen et rapporter, sous forme de rente, un excédent considérable au propriétaire de la forêt. Inversement, comme la coupe du bois peut facilement prendre de l'extension et sa production s'accroître rapidement, on peut supposer qu'il faut un très considérable accroissement de la demande pour que le prix du bois soit égal à sa valeur et que tout l'excédent de travail non payé (excédant le profit moyen) échoie au propriétaire sous forme de rente ». (LC, livre 3, chapitre XLV, p. 804, dans mon édition : 5e page avant la fin)

« La propriété foncière inclut le droit pour le propriétaire d'exploiter le globe, les entrailles de la terre, l'air, partant ce qui conditionne la conservation et le développement de la vie. Ce qui fait nécessairement monter sa rente n'est pas seulement l'augmentation de la population entraînant un besoin croissant d'habitations, mais aussi le développement du capital fixe qui s'incorpore à la terre, ou y prend racine, repose sur elle, comme c'est le cas pour tous les bâtiments industriels, les chemins de fer, les magasins, les usines, les docks. (...) Ici, il faut distinguer deux facteurs : d'une part l'exploitation de la terre aux fins de reproduction ou d'extraction ; d'autre part l'espace, élément de toute production et nécessaire à toute activité humaine » (LC, livre 3, chapitre XLVI, p.810, dans mon édition : 2e page du chapitre).

« L'esprit même de la production capitaliste, axé sur le profit le plus immédiat, (est) en contradiction avec l'agriculture, qui doit mener sa production en tenant compte de l'ensemble des conditions

d'existence permanentes des générations qui se succèdent » (LC3, p. 652). « La morale de l'histoire (...), c'est que le système capitaliste s'oppose à une agriculture rationnelle ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien qu'il favorise son développement technique) et qu'elle nécessite l'intervention du petit paysan qui travaille lui-même sa terre ou le contrôle des producteurs associés » (ibid, chapitre XXXVII, p. 132, dans mon édition : 4e page du chap, note de bas de page).

« La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme une fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail ». (ibid , chap XLVIII, section II, dans mon édition p. 855, 7e page du chapitre)

« Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias » (ibid, chap XLVI, dans mon édition p. 812, 4e page après le début du chapitre) ;

« La production fondée sur le capital crée ainsi les conditions de développement de toutes les propriétés de l'homme social, d'un individu ayant le maximum de besoins, et donc riche des qualités les plus diverses, bref d'une création aussi universelle et totale que possible, car plus le niveau de culture de l'homme augmente, plus il est à même de jouir» (MARX, Grundrisse, chap. du capital, pp 213-214 – c'est la suite de la citation précédent des Grundr)

« Un des grands résultats du mode capitaliste de production, c'est qu'il a fait de l'agriculture une application scientifique consciente de l'agronomie –dans la mesure où cela est possible dans les conditions de la propriété privée -, alors qu'elle était une série de procédés purement empiriques et transmis mécaniquement d'une génération à l'autre, de la fraction la moins évoluée de la société » (LC3, chapitre XXXVII, dans mon édition p. 652 4e page après le début du chapitre).

« La petite propriété foncière suppose que l'énorme majorité de la population est rurale et que c'est le travail isolé qui domine et non le travail social. Dans ce cas, la richesse et le développement de la reproduction, ainsi que leurs conditions matérielles et morales, sont par conséquent impossibles » (Ibid, chapitre XLVII, dans mon édition p. 848, dernière page du chapitre).

« La propriété parcellaire exclut par sa nature même le développement des forces productives sociales du travail, l'établissement de formes sociales de travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage à grande échelle, l'application progressive de la science à l'agriculture ». (Ibid, chap XLVII, dans mon édition p.842, 7e page avant la fin du chapitre)

« Dans les deux formes, au lieu que la terre soit consciemment et rationnellement traitée comme la

propriété perpétuelle de la collectivité, la condition inaliénable d'existence et de reproduction de la série de générations successives, nous avons affaire à une exploitation des forces du sol qui équivaut à leur gaspillage. (...) Pour la petite propriété il en est ainsi par manque de moyens et de connaissances scientifiques (...); pour la grande, parce que fermiers et propriétaires utilisent ces moyens pour s'enrichir le plus rapidement possible. Pour les deux, parce qu'elles dépendent des prix du marché. (...) La petite propriété crée une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes primitives à tous les tourments et toute la misère des pays civilisés. Mais la grande propriété foncière, par contre, mine la force de travail dans la dernière zone où son énergie naturelle cherche refuge : la campagne, où elle s'entassait, fonds de réserve destiné au renouvellement de la force des nations » (Ibid, chap XLVII, dans mon édition p 847, avant-dernière page du chap).

« Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. » (ENGELS, Dialectique de la Nature, Editions sociales, 1977, P.180)

Le Capital - Livre troisième

Le procès d'ensemble de la production capitaliste

Karl MARX

Complément et supplément au livre III du Capital

F. Engels (1)

Depuis que le Livre III du Capital est soumis au jugement du public, il a déjà donné matière à des interprétations nombreuses et variées. Il fallait s'y attendre. Dans cette édition, j'ai tenu avant tout à établir un texte aussi authentique que possible, à présenter, chaque fois que je le pouvais, les derniers résultats des recherches de Marx dans ses propres termes et à n'entrer en scène que quand c'était absolument inévitable ; dans ce cas, il importait que le lecteur n'ait aucun doute sur la personne qui s'adressait à lui. On m'en a blâmé, pensant que j'aurais dû transformer la documentation qui était à ma disposition en un livre systématiquement élaboré en faire un livre comme disent les Français ; bref, j'aurais dû sacrifier l'authenticité du texte à la commodité du lecteur. Mais ce n'est pas ainsi que j'avais compris ma tâche. Rien ne justifiait un tel remaniement ; un homme tel que Marx peut prétendre à être entendu lui-même, à voir ses découvertes scientifiques livrées à la postérité dans toute l'authenticité de son propre exposé. De plus, je n'avais aucune envie de porter atteinte, comme je l'ai vu faire dans d'autres cas, à l'œuvre posthume d'un homme aussi supérieur que Marx ; cela m'eût semblé un parjure. Enfin, cela n'aurait présenté aucune utilité. Il ne sert absolument de rien de se mettre en frais pour des gens qui ne peuvent ni ne veulent lire et qui, dès le Livre I°, se sont donné plus de peine à le mal comprendre qu'il n'en fallait à le bien comprendre. Mais pour ceux qui veulent véritablement comprendre, c'est justement l'original qui était le plus important. Pour eux, mes remaniements auraient eu, tout au plus, la valeur d'un commentaire, et encore d'un commentaire sur quelque chose d'inédit, d'inaccessible ; à la première controverse, il aurait fallu confronter avec l'original ; à la seconde et à la troisième sa publication in extenso aurait été, de toute façon, inévitable.

Or de pareilles controverses vont de soi à propos d'une œuvre apportant tant de choses nouvelles et qui, en outre, n'est qu'un travail de premier jet, rapidement esquissé et comportant parfois des lacunes. C'est

ici que mon intervention peut avoir quelque utilité pour apporter des éclaircissements, pour mettre mieux en valeur des points de vue importants dont la signification ne ressort pas de façon assez convaincante dans le texte et pour ajouter au texte écrit en 1865 divers compléments importants, nécessités par l'état des choses en 1895. En fait, il y a deux questions déjà où une courte explication me paraît nécessaire.

I : Loi de la valeur et taux de profit

Il était à prévoir que la solution de la contradiction apparente entre ces deux facteurs entraînerait des discussions aussi bien après qu'avant la publication du texte de Marx. Beaucoup s'étaient attendus à un pur miracle et se sont trouvés déçus en constatant qu'au lieu des tours de passe-passe attendus la contradiction y est résolue de façon simplement rationnelle, prosaïque et sensée. Le plus joyeux de ces déçus est naturellement l'illustre M. Loria bien connu. Il a enfin trouvé le point d'appui d'Archimède grâce auquel même un nain de son calibre peut soulever la construction gigantesque et solide de Marx et la pulvériser. Quoi ! s'exclame-t-il, indigné, est-ce là une solution ? Mais c'est une pure mystification ! Quand les économistes parlent de valeur, ils pensent à celle qui s'établit effectivement dans l'échange.

« Mais se préoccuper d'une valeur à laquelle les marchandises ne sont pas vendues ni ne peuvent jamais l'être (né possono venderci mai), aucun économiste ayant un grain d'intelligence ne l'a fait ni ne le fera jamais... Lorsque Marx affirme que la valeur à laquelle les marchandises ne sont jamais vendues est déterminée proportionnellement au travail qu'elles contiennent, que fait-il d'autre que de répéter en l'inversant, l'assertion des économistes orthodoxes, à savoir que la valeur à laquelle les marchandises sont vendues n'est pas proportionnelle au travail qu'elles ont nécessité ? ... Rien ne sert non plus de dire, comme Marx, que, malgré l'écart des prix individuels par rapport aux valeurs individuelles, le prix global de l'ensemble des marchandises coïncide toujours avec leur valeur globale, ou encore avec la quantité de travail contenue dans l'ensemble des marchandises. Car, puisque la valeur n'est pas autre chose que le rapport dans lequel une marchandise s'échange contre une autre, la simple notion d'une valeur globale est déjà une absurdité, un non-sens... une *contradictio in adjecto*. »

D'après Loria, dès le début de son œuvre, Marx dit que l'échange ne pourra poser comme égales deux marchandises que si elles renferment un élément de même nature et de même grandeur qui est précisément la quantité identique de travail contenue en elles. Et maintenant Marx se renie solennellement lui-même en prétendant que les marchandises s'échangent dans un rapport tout différent de celui qui régit les quantités de travail qu'elles contiennent.

« A-t-on jamais vu une si parfaite réduction à l'absurde, une plus grande faillite théorique ? A-t-on jamais commis suicide scientifique avec plus de pompe et de solennité ? » (Nuova Antologia, 1^o février 1895, p. 477-479).

Notre Loria, on le voit, est tout heureux. N'avait-il pas raison de traiter Marx comme son semblable, c'est-à-dire comme un vulgaire charlatan ? Voyez vous-même : Marx se moque de son public, tout comme Loria ; il vit de mystifications, tout comme le plus petit professeur italien d'économie. Mais tandis que Dulcamara peut se le permettre, parce qu'il connaît son métier, Marx, par contre, ce lourdaud nordique, tombe de maladresse en maladresse, entasse non-sens sur absurdité, si bien qu'il ne lui reste plus que le suicide solennel.

Réservez pour plus tard l'affirmation que les marchandises n'ont jamais été vendues aux valeurs déterminées par le travail, ni ne peuvent l'être. Tenons-nous ici à l'affirmation de M. Loria que

« la valeur n'est pas autre chose que le rapport dans lequel une marchandise s'échange contre une

autre et que, par conséquent, la simple notion d'une valeur globale des marchandises est une absurdité, un non-sens, etc. ».

Donc, le rapport dans lesquels s'échangent deux marchandises, leur valeur, est quelque chose de tout à fait fortuit, venu de l'extérieur, et pouvant varier du jour au lendemain. Qu'un quintal métrique de froment s'échange contre un gramme ou un kilogramme d'or, cela ne dépend pas le moins du monde de conditions inhérentes au froment ou à l'or, mais de circonstances totalement étrangères à tous deux. S'il n'en était pas ainsi, en effet, ces conditions devraient intervenir aussi dans l'échange, le dominer dans l'ensemble et avoir une existence autonome, indépendamment même de l'échange, de sorte qu'il pourrait être question d'une valeur globale des marchandises. Cela, pour notre illustre Loria, est une absurdité. Le rapport dans lequel s'échangent deux marchandises, c'est cela leur valeur, un point, c'est tout. La valeur est donc identique au prix et chaque marchandise a autant de valeurs que de prix possibles. Le prix est déterminé par l'offre et la demande, et celui qui veut en savoir davantage est un imbécile, s'il compte sur une réponse.

Cependant, il y a ici une petite difficulté. A l'état normal, offre et demande coïncident. Partageons donc toutes les marchandises existant dans le monde en deux moitiés : le groupe de la demande et celui, qui lui est égal, de l'offre. Supposons que chaque moitié représente un prix de mille milliards de marks, de francs, de livres sterling ou ce que l'on voudra. D'après Adam Riese, cela fait au total un prix ou une valeur, de deux mille milliards. Non-sens, absurdité, dit M. Loria. Les deux groupes peuvent bien représenter ensemble un prix de deux milliards, mais, pour la valeur, c'est autre chose. Si nous parlons prix, $1\ 000 + 1\ 000 = 2\ 000$; mais, si nous parlons valeur, $1\ 000 + 1\ 000 = 0$. Du moins dans notre cas, où il s'agit de la totalité des marchandises. Car ici la marchandise de chacun des deux échangistes ne vaut 1 000 milliards que parce que chacun veut et peut donner cette somme pour la marchandise de l'autre. Mais, si nous réunissons la totalité des marchandises de l'un et de l'autre dans la main d'un troisième, le premier ne détient plus aucune valeur, l'autre pas davantage et le troisième encore moins. A la fin, personne ne possède plus rien. Nous admirons à nouveau la supériorité avec laquelle notre Cagliostro méridional a si bien liquidé la notion de valeur qu'il n'en reste pas la moindre trace. Voilà bien le summum de l'économie vulgaire [1] !

Dans les *Archiv für soziale Gesetzgebung* [2] de Braun, VII, cahier 4, Werner Sombart donne un exposé, dans l'ensemble excellent, des grandes lignes du système de Marx. C'est la première fois qu'un professeur d'université allemand se montre capable de voir, en gros, dans les écrits de Marx ce que celui-ci y a réellement dit, au point de déclarer qu'une critique du système de Marx ne peut consister à la réfuter, « que s'en chargent ceux qui ont des ambitions politiques », mais seulement à le développer plus avant. Il va de soi que Sombart, lui aussi, se préoccupe de notre sujet. Il examine le problème suivant : quelle signification possède la valeur dans le système de Marx ? Il aboutit à ce résultat que la valeur n'apparaît pas dans le rapport d'échange des marchandises produites suivant le mode capitaliste. Les agents de la production capitaliste n'en ont pas conscience. Elle n'est pas un fait empirique, mais un fait de pensée, un fait logique. La notion de valeur, dans sa définition matérielle, chez Marx, n'est rien d'autre que l'expression économique du fait que constitue la force productive sociale du travail comme base de la vie économique, ; la loi de la valeur domine, en dernière instance, les processus économiques dans un régime d'économie capitaliste. Elle y a d'une façon très générale le contenu suivant : la valeur des marchandises est la forme spécifique et historique sous laquelle s'impose la force productive du travail qui domine, en dernier ressort, tous les processus économiques. - Ainsi parle Sombart ; on ne peut affirmer que cette façon de concevoir la signification de la loi de la valeur pour le mode de production capitaliste soit inexacte. Elle nie paraît toutefois conçue de façon un peu trop large et susceptible d'être saisie d'une manière plus serrée et plus précise ; à mon avis, elle n'épuise nullement toute la portée de la loi de la valeur pour les phases de développement économique de la société régies

par cette loi.

Dans le Sozzialpolitisches Centralblatt de Braun du 25 février 1895, n° 22, se trouve un article également excellent de Conrad Schmidt sur le Livre III du Capital. Au sujet de cet article, soulignons surtout qu'il montre comment la façon dont Marx déduit le profit moyen de la plus-value répond pour la première fois à une question que, jusqu'alors, l'économie n'avait même pas soulevée, à savoir : comment se détermine la grandeur du taux moyen de profit et comment se fait-il que celui-ci s'élève à 10 ou 15 % par exemple, plutôt qu'à 50 ou 100% ? Depuis que nous savons que la plus-value que s'approprie le capitaliste industriel de première main est la seule et unique source d'où découlent le profit et la rente foncière, cette question se résout d'elle-même. Cette partie de l'article de Schmidt pourrait être directement écrite pour des économistes à la Loria, si ce n'était peine perdue que de vouloir ouvrir les yeux à ceux qui refusent de voir.

Schmidt fait, lui aussi, des réserves formelles sur la loi de la valeur. Il l'appelle une hypothèse scientifique, émise pour expliquer le procès d'échange réel et qui se révèle être le point de départ théorique inévitable, éclairant même les phénomènes de concurrence entre les prix qui pourtant paraissent la contredire totalement ; d'après Schmidt, sans la loi de la valeur, il n'y a plus de compréhension théorique possible du mouvement économique de la réalité capitaliste. Dans une lettre privée qu'il m'autorise à citer, Schmidt soutient que la loi de la valeur, dans les limites du système de production capitaliste, est tout bonnement une fiction, bien qu'elle soit une nécessité théorique. A mon avis, cette opinion n'est point du tout justifiée. Pour la production capitaliste, la loi de la valeur a une portée infiniment plus grande et plus précise que celle d'une simple hypothèse, et à plus forte raison que celle d'une fiction, même nécessaire.

Aussi bien Sombart que Schmidt - l'illustre Loria ne trouve sa place ici que comme repoussoir comique caractéristique de l'économie vulgaire - ne tiennent pas assez compte qu'il ne s'agit pas ici d'un processus purement logique, mais historique, et de son reflet explicatif dans la pensée, de la recherche logique de ses rapports internes.

Le passage crucial se trouve chez Marx à la page 154 du Livre III :

« Toute la difficulté provient de ce que les marchandises ne sont pas échangées simplement en tant que telles, mais en tant que produits de capitaux qui prétendent participer à la masse totale de la plus-value proportionnellement à leur grandeur et, à grandeur égale, réclament une participation égale. »

Pour illustrer cette différence, Marx suppose que les ouvriers en possession de leurs moyens de production, qu'ils travaillent en moyenne avec une intensité égale et pendant un même laps de temps et enfin qu'ils échangent directement leurs marchandises entre eux. Dans ces conditions, pendant une journée, deux ouvriers auraient ajouté par leur travail une même valeur nouvelle à leur produit, mais le produit de chacun posséderait une valeur différente suivant le travail antérieur déjà matérialisé dans les moyens de production. Cette dernière fraction de valeur représenterait le capital constant de l'économie capitaliste, le capital variable serait cette fraction de la valeur nouvellement ajoutée qui a été consacrée aux moyens de subsistance de l'ouvrier, enfin le reliquat de la valeur nouvelle représenterait la plus-value qui, dans notre cas, appartiendrait à l'ouvrier. Les deux ouvriers recevraient donc des valeurs égales après déduction de ce qui est destiné à remplacer la fraction « constante » de valeur qu'ils ont simplement avancée ; le rapport entre la fraction représentant la plus-value et la valeur des moyens de production - ce qui correspondrait aux taux de profit capitaliste - serait différent pour chacun d'eux. Mais comme chacun d'eux récupère, au cours de l'échange, la valeur des moyens de production, ce

serait là une circonstance absolument indifférente.

« L'échange de marchandises à leur valeur, ou à peu près, nécessite un degré de développement moindre que l'échange aux prix de production qui requiert un développement capitaliste plus avancé... Même si l'on ne tient pas compte du fait que les prix et leur mouvement sont dominés par la loi de la valeur, il est donc tout à fait conforme à la réalité de considérer que la valeur des marchandises précède, du point de vue non seulement théorique, mais aussi historique, leur prix de production. Ceci est valable pour les cas où les moyens de production appartiennent à l'ouvrier; ceci est le cas, dans le monde ancien comme dans le monde moderne, pour le paysan possédant son fonds et cultivant lui-même et pour l'artisan. Ceci concorde également avec notre opinion émise précédemment, à savoir que la transformation des produits en marchandises résulte de l'échange entre différentes communautés et non pas entre membres d'une seule et même commune. Ce qui vaut pour ces conditions primitives vaut également pour les conditions ultérieures, fondées sur l'esclavage et le servage, de même que pour les corporations artisanales, aussi longtemps que les moyens de production immobilisés dans chaque branche ne peuvent être transférés que difficilement d'une branche à l'autre, et que, dans certaines limites, les différentes sphères de production se comportent entre elles comme le feraient des pays étrangers ou des communautés communistes. » (Marx : Le Capital, Livre III, I, p. 155, 156.)

Si Marx avait eu le temps de revoir encore le Livre III, il aurait sans aucun doute donné à ce passage un développement plus important. Tel que nous le voyons ici, il ne donne qu'une ébauche à peine indiquée de ce qu'il y aurait à dire sur le sujet. Etudions-le donc d'un peu plus près.

Nous savons tous qu'aux commencements de la société les produits sont consommés par les producteurs eux-mêmes et ceux-ci s'organisent tout naturellement en communes plus ou moins communistes; nous savons aussi que l'échange avec des étrangers de l'excédent de ces produits, inaugurant la transformation des produits en marchandises, est survenu plus tard, n'ayant d'abord lieu qu'entre communes isolées de tribus différentes pour s'instaurer par la suite à l'intérieur de la commune contribuant ainsi essentiellement à sa désagrégation en groupes familiaux, plus ou moins importants. Même après cette dissolution, les chefs de famille, pratiquant l'échange, restaient des paysans travaillant eux-mêmes, produisant presque tout ce dont ils avaient besoin avec l'aide de leur famille et sur leur propre terre. Ils n'acquièrent qu'une petite fraction des objets qui leur sont nécessaires par l'échange de leur propre produit excédentaire. La famille ne cultive pas seulement sa terre et élève son bétail, elle en transforme aussi les produits en articles de consommation, moud elle-même encore par endroits à l'aide du moulin à bras, fait le pain, file, teint et tisse le lin et la laine, tanne le cuir, élève et répare des constructions en bois, fabrique des ustensiles et des outils, menuise et forge assez souvent, en sorte que la famille ou le groupe familial se suffit pour l'essentiel.

Le peu de choses qu'une telle famille était conduite à acquérir par échange ou à acheter consistait surtout jusqu'au début du XIX^e siècle, en Allemagne, en objets de production artisanale, c'est-à-dire dont la fabrication était bien connue du paysan, et s'il ne les produisait pas lui-même, c'est soit que la matière première ne lui en était pas accessible, soit que l'article acheté était bien meilleur et bien moins cher. Le paysan du Moyen Age connaissait donc assez exactement le temps de travail nécessaire à la fabrication des objets qu'il acquérait par échange. Le forgeron, le charron du village travaillaient sous ses yeux; de même le tailleur et le cordonnier qui, dans sa jeunesse encore, visitaient nos paysans rhénans les uns après les autres et transformaient en vêtements et en chaussures les matériaux que les paysans avaient eux-mêmes produits. Le paysan ainsi que ceux à qui il achetait étaient eux-mêmes des ouvriers (producteurs directs) et les articles échangés étaient les propres produits de chacun. Qu'avaient-ils dépensé pour la fabrication de ces produits ? Du travail et seulement du travail : pour remplacer les outils, ou pour produire la matière première et la travailler, ils n'avaient dépensé rien

d'autre que leur propre force de travail ; comment pourraient-ils alors échanger leurs produits contre ceux d'autres producteurs travaillant eux-mêmes autrement que dans le rapport du travail fourni ? Non seulement le temps de travail employé à ces produits était la seule mesure propre à évaluer quantitativement les grandeurs à échanger, mais il n'y en avait pas d'autre possible. Peut-on croire que le paysan ou l'artisan aient été assez stupides pour échanger le produit de dix heures de travail de l'un contre celui d'une seule heure de travail de l'autre ? Pour toute la période de l'économie naturelle paysanne, il n'y a pas d'autre échange possible que celui où les quantités de marchandises échangées tendent à se mesurer de plus en plus d'après les quantités de travail qu'elles matérialisent. Du moment où l'argent pénètre dans cette forme d'économie, la tendance à se conformer à la loi de la valeur (et, notez bien, telle que Marx l'a formulée) devient, d'une part, plus manifeste, mais de l'autre elle est déjà troublée par les interventions du capital usuraire et de la rapacité fiscale, les périodes où les prix coïncident en moyenne à peu de chose près avec les valeurs sont déjà plus longues.

Il en est de même pour l'échange entre les produits des paysans et ceux des artisans citadins. Au début il se fait directement, sans intervention du commerçant, les jours de marché dans les villes, où le paysan vend et fait ses achats. Ici encore, non seulement les conditions de travail de l'artisan sont connues du paysan, mais celles du paysan le sont aussi de l'artisan. Car celui-ci est encore un peu paysan. Il ne possède pas seulement son jardin potager et son verger, mais souvent un petit champ, une vache ou deux, des porcs, de la volaille, etc. Les gens du Moyen Age étaient donc capables de calculer assez exactement les frais de production des uns et des autres en matière première, matériaux auxiliaires, temps de travail, - du moins en ce qui concernait les articles d'usage courant et général.

Mais comment fallait-il calculer, ne serait-ce que de façon indirecte et relative, la quantité de travail servant de mesure dans les échanges, quand il s'agissait de produits qui demandaient un travail assez long, interrompu à intervalles irréguliers, d'un rapport peu sûr, comme par exemple le blé et le bétail ? Et, par dessus le marché, pour des gens ne sachant pas calculer ? Evidemment par un long procès d'approximation en zigzag, de nombreux tâtonnements dans le noir où, comme toujours, on n'apprenait qu'à ses dépens. Cependant, la nécessité pour chacun de rentrer finalement dans ses frais remit toujours les choses dans le bon chemin, et le petit nombre d'espèces différentes d'objets en circulation ainsi que l'immutabilité souvent séculaire de leur mode de production rendaient le but plus facile à atteindre. Ce qui prouve qu'il ne fallut pas un temps très long pour que la valeur relative de ces produits soit établie avec une approximation suffisante, c'est que la marchandise qui semble devoir s'y prêter le moins facilement à cause de la longue durée de production de chaque individu, je veux dire le bétail, fut la première marchandise monétaire assez généralement reconnue. Pour en arriver là, il était nécessaire que la valeur du bétail, son rapport d'échange avec toute une série d'autres marchandises aient déjà atteint une fixité assez exceptionnelle, reconnue sans conteste sur le territoire de nombreuses tribus. Les gens d'alors étaient certainement assez intelligents - aussi bien les éleveurs de bétail que leurs pratiques - pour ne pas faire don du temps de travail qu'ils avaient dépensé, sans obtenir un équivalent en échange. Bien au contraire : plus les gens sont proches de l'état primitif de la production marchande - les Russes et les Orientaux, par exemple - plus ils gaspillent de temps, encore maintenant, pour obtenir par un marchandage dur et opiniâtre la contrepartie parfaite de ce que leur produit a coûté de temps de travail.

Partant de cette détermination de la valeur par le temps de travail, s'est alors développée la production marchande tout entière, et en même temps les multiples relations où les divers aspects de la loi de la valeur s'affirment, tels qu'ils sont exposés dans la première section du Livre I du Capital et plus particulièrement les conditions dans lesquelles seul le travail est créateur de valeur. Et de plus, ces conditions se réalisent sans parvenir à la conscience des intéressés, elles ne peuvent être abstraites de la pratique quotidienne que par une étude théorique difficile; elles agissent donc à la manière de lois

naturelles, ce que Marx a démontré comme découlant nécessairement de la nature même de la production marchande. Le progrès le plus important et le plus marquant fut le passage à la monnaie-métal, mais sa conséquence fut que la détermination de la valeur par le temps de travail n'était désormais plus visible à la surface de l'échange des marchandises. L'argent devint pratiquement la mesure décisive de la valeur; cela d'autant plus que les marchandises mises dans le commerce étaient plus diverses, qu'elles venaient de pays plus lointains et qu'il devenait par conséquent moins facile de contrôler le temps de travail nécessaire à leur production. Au début, l'argent lui-même provenait en grande partie de l'étranger; même lorsque du métal précieux était extrait dans le pays lui-même, le paysan ou l'artisan n'étaient pas toujours capables d'évaluer le travail consacré à cette extraction-, en outre, l'habitude de compter en numéraire avait obscurci la conscience qu'ils avaient du caractère du travail en tant que mesure de valeur; dans la conception populaire, l'argent commençait à représenter la valeur absolue.

Bref, la loi de la valeur de Marx est généralement valable, pour autant toutefois que des lois économiques peuvent l'être, pour toute la période de la production simple de marchandises, donc jusqu'au moment où cette dernière subit une modification par l'avènement du mode de production capitaliste. Jusque-là, les prix s'orientent vers les valeurs déterminées par la loi de Marx et oscillent autour de ces valeurs ; en sorte que, plus se développe la production marchande simple et plus les prix moyens ayant cours pendant d'assez longues périodes, que ne trouble aucun bouleversement violent venu de l'extérieur, coïncident avec les valeurs, dans la limite d'écarts négligeables. La loi de la valeur de Marx est donc économiquement valable en général pour une période allant du début de l'échange qui transforme les produits en marchandises jusqu'au XV^e siècle de notre ère. Mais l'échange de marchandises remonte à une époque préhistorique qui nous ramène en Egypte au moins à 2500, peut-être 5 000, à Babylone à 4 000 et peut-être 6 000 années avant notre ère; la loi de la valeur a donc régné pendant une période de 5 000 à 7 000 ans. Admirez maintenant le sérieux de M. Loria qui considère que la valeur, ayant eu cours de façon directe et générale pendant toute cette période, est une valeur à laquelle les marchandises ne sont ou ne seront jamais vendues et dont aucun économiste possédant un grain de bon sens ne se souciera jamais !

Jusqu'ici nous n'avons pas encore parlé du commerçant. D'ailleurs, il était possible de différer son intervention jusqu'au moment du passage de la production marchande simple à la production capitaliste. Le marchand était l'élément révolutionnaire dans cette société où tout était stable, pour ainsi dire par hérédité ; le paysan recevait par héritage et de façon presque inaliénable non seulement son arpent, mais aussi sa position de propriétaire libre, de fermier libre ou dépendant ou de serf; l'artisan de la ville, son métier et ses privilèges corporatifs, chacun d'eux recevait en outre sa clientèle, son marché, de même son habileté formée dès sa jeunesse pour ce métier héréditaire. C'est dans ce monde qu'apparut le commerçant qui devait être à l'origine de son bouleversement. Il n'en fut pas le révolutionnaire conscient, mais bien au contraire la chair de sa chair, le sang de son sang. Le commerçant du Moyen Age n'était pas du tout individualiste, il était avant tout membre d'une association comme tous ses contemporains. A la campagne régnait la communauté de marche (Markgenossenschaft) née du communisme primitif. Chaque paysan possédait à l'origine le même fonds avec d'identiques parcelles de terre de chaque qualité et par conséquent une même part de droits sur la marche commune. Lorsque la communauté de marche devint fermée, et qu'aucune nouvelle terre ne fut plus distribuée, les héritages, etc., entraînèrent une subdivision des terres et par conséquent aussi celle des droits communaux. Cependant l'arpent entier restait l'unité, si bien qu'il y eut dans la terre commune des demis, des quarts, des huitièmes d'arpent auxquels correspondaient des demis, des quarts, des huitièmes de participation à la marche commune. Sur cet exemple de la communauté de marche se modelèrent par la suite toutes les associations productives et surtout les corps de métier dans les villes. Leur organisation n'était que l'application de la constitution de marche à un privilège artisanal et non

plus à un territoire limité. La base de toute l'organisation était la participation égale de chaque associé aux privilèges et jouissances assurés à la communauté, ce qui s'exprime encore de manière frappante dans le privilège de la Garnahrung de 1527 d'Elberfeld et de Barmen (THUN, Industrie am Niederrhein, II, p. 164 et suivantes). De même pour les membres des corporations des mines, chaque portion de mine était égale et divisible avec ses droits et ses devoirs, tout comme l'était l'arpent des membres de la communauté de marche. Tout cela est applicable au même degré aux associations marchandes qui donnèrent naissance au commerce d'outre-mer. Les Vénitiens et les Génois dans les ports d'Alexandrie ou de Constantinople, chaque « nation » dans son propre fondaco - maison d'habitation, hôtellerie, entrepôt, salle d'exposition et de vente, bureau central - constituaient des corporations marchandes complètes. Elles étaient fermées aux concurrents et aux clients, fixaient entre elles leur prix de vente et leurs marchandises étaient d'une qualité définie, souvent garantie par un contrôle public et une estampille; elles décidaient en commun du prix à payer aux indigènes pour leurs produits, etc. Les Hanséates n'agissaient pas autrement sur le « pont allemand » (Tydske Bryggen) à Bergen en Norvège, tout comme leurs concurrents hollandais et anglais d'ailleurs. Malheur à celui qui aurait vendu au-dessous ou acheté au-dessus du prix fixé ! Le boycott auquel il était alors soumis signifiait en ce temps-là la ruine totale, sans compter les punitions directes que la corporation infligeait au coupable. Mais d'autres associations, plus fermées encore, furent fondées à des fins précises, telles que la Maona de Gênes, maîtresse pendant de longues années, aux XIV^e et XV^e siècles, des mines d'alun de Phocée en Asie Mineure et de l'île de Chio, telle aussi la grande société commerciale de Ravensberg qui, depuis la fin du XIV^e siècle, faisait du négoce avec l'Italie et l'Espagne, y fondant des comptoirs, enfin, la société allemande formée de marchands d'Augsbourg - les Fugger, Welser, Vöhlén, Höchstetter, etc. - ainsi que de Nuremberg - les Hirschvogel et d'autres qui participa avec un capital de 66 000 ducats et trois vaisseaux à l'expédition portugaise de 1505-1506 aux Indes et qui en tira un bénéfice net de 150 % suivant les uns, de 175% suivant les autres (HEYD, Levantehandel, II, p. 524); et toute une série d'autres sociétés Monopolia qui excitaient tant la colère de Luther.

Pour la première fois, nous rencontrons ici un profit et un taux de profit. Qui plus est, les efforts des commerçants s'emploient intentionnellement et consciemment à rendre ce taux de profit égal pour tous les participants. Qu'il s'agisse des Vénitiens au Levant ou des Hanséates dans le Nord, chacun parmi eux payait le même prix que ses voisins pour ses marchandises; elles lui coûtaient les mêmes frais de transport, il en obtenait les mêmes prix et achetait du fret de retour aux mêmes prix que tout autre marchand de sa « nation ». Par conséquent, le taux de profit était le même pour tous. Pour les grandes sociétés commerciales, la répartition des bénéfices se faisait au prorata de la part de capital engagé, tout aussi naturellement que la participation aux droits de marché était proportionnelle à la part de terrain et que les bénéfices de la mine se répartissaient au prorata des portions de mines. L'égalité du taux de profit, qui, au sommet de son développement, est l'un des aboutissements de la production capitaliste, apparaît ici, sous sa forme la plus simple, comme une des sources historiques du capital, et même comme un descendant direct de l'association de marche elle-même, directement issue du communisme primitif.

Ce taux de profit primitif était nécessairement très élevé. Le négoce était très risqué, non seulement à cause de la piraterie qui sévissait alors très fortement, mais aussi parce que les nations concurrentes se permettaient quelquefois toutes sortes d'actes de violence quand l'occasion s'en offrait; enfin les débouchés et leurs conditions dépendaient de privilèges accordés par des princes étrangers qui souvent les violaient ou les rapportaient. Le bénéfice devait donc nécessairement comporter une forte prime d'assurance. En outre, le négoce se faisait lentement, la conclusion des affaires demandait du temps et aux meilleures époques, qui, il est vrai, duraient rarement longtemps, le commerce était un monopole, rapportant des profits de monopole. Ce qui prouve que le taux de profit était en moyenne très élevé, c'est le niveau également très haut des taux d'intérêt alors en vigueur, qui pourtant dans l'ensemble

devaient toujours être inférieurs au pourcentage de bénéfice commercial habituel.

Ce taux de profit élevé, obtenu par l'action commune de l'association, mais identique pour tous les intéressés, n'était cependant valable que localement, à l'intérieur de l'association, c'est-à-dire ici de la « nation ». Les Vénitiens, les Génois, les Hanséates, les Hollandais, bref chaque « nation » avait un taux de profit qui lui était particulier et qui, peut-être bien au début, variait aussi d'une zone de débouché à l'autre. Par une voie opposée, par la concurrence, s'imposa l'égalisation de ces divers taux de profit des associations. Ce furent d'abord les taux de profit des différents marchés pour une seule et même nation. Si Alexandrie rapportait plus de bénéfices que Chypre, Constantinople ou Trébizonde pour les marchandises vénitiennes, les Vénitiens ont dû investir plus de capital pour Alexandrie, capital qu'ils retiraient du trafic avec les autres marchés. Vint ensuite le nivellement progressif des taux de profit entre les diverses nations exportant vers les mêmes marchés des marchandises identiques ou similaires ; il arriva fréquemment que certaines de ces nations soient étouffées ou disparaissent de la scène. Ce procès fut continuellement interrompu par les événements politiques, par exemple tout le commerce avec l'Orient fut ainsi ruiné à la suite des invasions mongoles et turques et, depuis 1492 [3], les grandes découvertes géographiques et commerciales accélèrent cette perte et la rendirent définitive.

L'extension subite des débouchés et le bouleversement connexe des voies de communication n'apportèrent d'abord aucune modification essentielle dans la façon de pratiquer le commerce. Ce furent au début les associations qui continuèrent à assumer la plus large part du commerce vers les Indes et l'Amérique. Mais, d'abord, les nations qui étaient derrière ces associations étaient plus grandes. A la place des Catalans commerçant avec le Levant, ce fut toute la Grande Espagne unifiée qui se mit à commercer avec l'Amérique ; à côté d'elle, deux grands pays, l'Angleterre et la France ; et même les plus petits, comme la Hollande et le Portugal, étaient toujours au moins aussi grands et aussi forts que Venise, la plus grande et la plus forte des nations commerçantes de la période précédente. Le marchand voyageur (the merchant adventurer) des XVI^e et XVII^e siècles y trouvait un appui qui rendait l'association protégeant ses membres, même par les armes, de plus en plus superflue et les frais qu'elle occasionnait de plus en plus importants. Ensuite, la richesse se développait alors beaucoup plus vite entre les mains de particuliers, de sorte que bientôt des commerçants isolés purent consacrer à une entreprise autant de fonds qu'auparavant toute une société. Les compagnies commerciales, là où elles subsistaient, se transformèrent en général en corporations armées qui se mirent, sous la protection et la suzeraineté de la métropole, à conquérir des pays entiers nouvellement découverts et à les exploiter sous forme de monopoles. Mais, dans la mesure où c'était avant tout l'Etat qui colonisait de nouvelles régions, le commerce par les associations dut s'effacer devant le commerçant isolé ; ainsi l'égalisation du taux de profit releva-t-elle de plus en plus exclusivement de la seule concurrence.

Jusqu'à présent, il n'a été question de taux de profit que pour le capital commercial ; car seuls existaient à ce moment le capital commercial et le capital usuraire, le capital industriel commençant seulement alors à se développer. La production se trouvait encore principalement entre les mains d'ouvriers possesseurs de leurs propres moyens de production et dont le travail ne rapportait par conséquent de plus-value à aucun capital. S'ils avaient à céder gratuitement une part du produit à un tiers, c'était toujours sous forme de tribut à des seigneurs féodaux. Pour cette raison, le capital commercial ne pouvait, du moins au début, tirer son profit que des étrangers acheteurs de produits de son pays ou de ses compatriotes acheteurs de produits exotiques. Ce ne fut qu'à la fin de cette période - en Italie donc au moment du déclin du commerce avec le Levant - que la concurrence étrangère et les débouchés plus difficiles purent contraindre l'artisan producteur de marchandises d'exportation à céder au commerçant exportateur la marchandise au-dessous de sa valeur. Nous voyons ainsi que dans le commerce intérieur de détail entre les divers producteurs les marchandises se vendent en moyenne à leur valeur, mais, pour les raisons indiquées, elles ne le sont, en général, pas dans le commerce international. C'est le contraire

qui se passe aujourd'hui où ce sont les prix de production qui ont cours dans le commerce en gros et le commerce international, tandis que dans le petit commerce des villes la formation des prix est réglée par des taux de profit tout différents. Si bien que maintenant, par exemple, la viande d'un bœuf subit une plus grande augmentation de prix en passant du commerçant en gros londonien au consommateur particulier de Londres qu'entre le commerçant en gros de Chicago et celui de Londres, compte tenu du transport.

L'instrument qui provoqua peu à peu cette révolution dans la formation des prix, c'est le capital industriel. Il s'était déjà ébauché au Moyen Age, et ce dans trois domaines : navigation, mines, industries textiles. A l'échelle où les républiques maritimes italiennes ou hanséatiques pratiquaient la navigation, celle-ci était impossible sans matelots, c'est-à-dire sans salariés (dont la condition de salariés pouvait se dissimuler sous des formes d'association avec participation aux bénéfices) ; quant aux galères, il leur fallait également des rameurs, salariés ou esclaves ; les membres d'une association pour l'extraction de métaux, qui, à l'origine, étaient des travailleurs associés, s'étaient déjà presque partout constitués en sociétés par actions pour l'exploitation de l'entreprise au moyen de salariés.

Dans l'industrie textile, le commerçant avait commencé à prendre directement à son service les petits tisserands en leur fournissant le fil qu'il faisait transformer pour son compte en tissu, contre un salaire fixe, bref, en devenant, de simple acheteur, ce qui s'appela un Verleger (entrepreneur).

Nous trouvons ici les premiers débuts de la constitution de plus-value capitaliste. Laissons de côté les associations de mineurs, qui sont des corporations monopolistes fermées. Il est clair que les profits des armateurs étaient au moins ceux en usage dans leur pays, avec un supplément particulier pour l'assurance, l'usure des bateaux, etc. Mais qu'en était-il des entrepreneurs du textile qui, pour la première fois, apportèrent sur le marché des marchandises produites directement pour le compte des capitalistes, les mettant en concurrence avec des marchandises de même espèce produites pour le compte des artisans ?

Le taux de profit du capital commercial existait déjà. Il s'était déjà égalisé à un taux à peu près moyen, du moins dans une même localité. Qu'est-ce qui pouvait donc pousser le marchand à se charger de la fonction supplémentaire d'entrepreneur ? Une seule chose : la perspective d'un plus grand profit pour un prix de vente égal à celui des autres. Cette perspective était fondée. En embauchant le petit patron, il brisait les barrières traditionnelles de la production dans lesquelles le producteur vendait son produit fini et rien d'autre. Le capitaliste commercial achetait la force de travail qui possédait encore pour le moment ses moyens de production, mais ne détenait déjà plus la matière première. En assurant ainsi au tisserand une occupation régulière, il pouvait, par contre, comprimer le salaire de celui-ci au point qu'une partie du temps de travail fourni demeurait impayé. De cette façon, l'entrepreneur accaparait de la plus-value en supplément de son bénéfice commercial antérieur. Il est vrai qu'en échange il devait investir un capital additionnel pour acheter, par exemple, du fil et le laisser entre les mains du tisserand jusqu'à ce que la marchandise soit terminée, alors qu'autrefois il n'avait à payer le prix total qu'au moment de l'achat. Mais, premièrement, dans la plupart des cas, il avait déjà avancé un certain capital extra au tisserand qui, en général, n'acceptait les nouvelles conditions de production qu'asservi par des dettes. Deuxièmement, et abstraction faite de ce qui précède, le compte s'établit d'après le schéma suivant :

Mettons que notre commerçant fasse marcher son affaire d'exportation avec un capital de 36 000 ducats, sequins, livres sterling ou toute autre monnaie. Que 1 0000 servent à l'achat de marchandises de l'intérieur, les 2 0000 autres étant utilisés dans les marchés d'outre-mer. Supposons que le capital accomplisse une rotation en deux ans, ce qui fait une rotation annuelle de 15 000. Notre marchand

décide alors de faire tisser pour son propre compte, de devenir entrepreneur. Combien de capital supplémentaire doit-il consacrer à cette opération ? Admettons que le temps de production de la pièce de tissu qu'il a l'habitude de vendre soit en moyenne de deux mois, ce qui est certainement beaucoup. Admettons encore qu'il soit obligé de tout payer comptant. Il doit donc ajouter assez de capital pour pouvoir fournir à ses tisserands du fil pour deux mois. Comme dans l'année il a un roulement de 15 000, il achète en deux mois pour 2 500 de tissu. Disons que 2 000 représentent la valeur du fil et 500 le salaire pour le tissage, notre marchand a donc besoin d'un capital additionnel de 2 000. Supposons enfin que la plus-value qu'il s'approprie aux dépens du tisserand, d'après la nouvelle méthode, s'élève seulement à 5 % de la valeur du tissu, ce qui, certainement, représente un taux très modeste de plus-value de 25% ($2\ 000\ c + 500\ v + 125\ pl$; $pl' = 125 / 500 = 25\%$ $p' = 125 / 2\ 500 = 5\%$). Nous voyons que notre marchand fait sur sa rotation annuelle de 15 000 un profit extra de 750 et recouvre donc son capital additionnel en 2 années $\frac{2}{3}$.

Mais pour accélérer sa vente et donc sa rotation et arriver par là à faire, avec le même capital, soit le même profit en un temps plus court, soit un profit plus grand dans le même temps, il fera don à l'acheteur d'une petite partie de sa plus-value, il vendra à meilleur compte que ses concurrents. A leur tour, ces derniers se transformeront progressivement en entrepreneurs. A ce moment-là, le profit extra se réduit pour tous au profit habituel, ou lui devient même inférieur pour un capital qui a augmenté pour tous. L'égalité du taux de profit est rétablie, bien qu'elle puisse l'être à un niveau différent par le fait qu'une partie de la plus-value réalisée à l'intérieur a été cédée aux acheteurs de l'étranger.

Le pas suivant dans l'assujettissement de l'industrie au capital s'effectue par l'apparition de la manufacture. Elle aussi permet au manufacturier de produire à meilleur compte que son concurrent suranné, l'artisan. Ce manufacturier, aux XVII^e et XVIII^e siècles - en Allemagne généralement jusqu'en 1850 et même, par endroits, jusqu'à nos jours - était le plus souvent son propre commerçant exportateur. Le même processus se répète : la plus-value qu'il s'est appropriée permet au capitaliste manufacturier, ou à son exportateur avec lequel il la partage, de vendre moins cher que ses concurrents jusqu'à la généralisation du nouveau mode de production qui amène une nouvelle égalisation. Le taux de profit commercial déjà existant, même s'il n'a été nivelé que localement, reste le lit de Procuste sur lequel la plus-value industrielle excédentaire est amputée sans merci.

Si déjà la manufacture a pu prendre son essor grâce à la diminution de prix de ses produits, quel développement supérieur la grande industrie n'atteindra-telle pas, elle qui, par ses révolutions incessantes de la production, abaisse de plus en plus les frais de fabrication des marchandises et élimine impitoyablement tous les modes antérieurs de production ? C'est elle encore qui assure définitivement au capital le marché intérieur, met fin à la petite production et à l'économie naturelle de la famille paysanne se suffisant à elle-même, supprime l'échange direct entre petits producteurs et met toute la nation au service du capital. Elle égalise de même les taux de profit des différentes branches d'affaires commerciales et industrielles à un seul taux général de profit et assure à l'industrie, par ce nivellement, la position de force qui lui revient, en écartant la majorité des obstacles qui, jusqu'alors, empêchaient le transfert de capital d'une branche à une autre. Ainsi s'accomplit, pour l'ensemble des échanges à grande échelle, la transformation des valeurs en prix de production. Cette transformation s'effectue donc d'après des lois objectives, sans conscience ni intention des intéressés. Le fait que la concurrence réduit au niveau général les profits qui excèdent le taux général, retirant ainsi toute plus-value dépassant la moyenne au premier industriel qui l'accapare, n'offre aucune difficulté théorique. Mais, en pratique, les difficultés commencent, car les sphères de production à plus-value excédentaire, donc à capital variable élevé pour un capital constant faible (ce qui correspond à du capital de composition organique inférieure), sont, par nature, précisément celles qui sont assujetties le plus tard et le plus incomplètement au système capitaliste; en premier lieu l'agriculture. Par contre, en ce qui concerne

l'augmentation des prix de production au-dessus des valeurs marchandes, augmentation nécessaire pour élever au niveau du taux moyen de profit la plus-value insuffisante, contenue dans les produits des sphères à composition organique élevée, elle semble, au premier abord, être très difficile, du moins en théorie; mais en pratique, elle s'effectue comme nous l'avons vu, le plus facilement et le plus vite. Car les marchandises de cette catégorie, au début de leur production selon le mode capitaliste, et de leur irruption dans le commerce capitaliste, entrent en concurrence avec des marchandises de même espèce, fabriquées selon des méthodes précapitalistes, donc plus chères. Le producteur capitaliste, même en renonçant à une partie de la plus-value, peut toujours atteindre le taux de profit en vigueur dans sa localité et qui, primitivement, n'avait aucun rapport direct avec la plus-value parce qu'il était issu du capital commercial bien avant la production capitaliste, bien avant, par conséquent que l'établissement d'un taux de profit industriel ait été possible.

Notes

Texte surligné : en français dans le texte.

[1] Ce même monsieur « bien connu pour sa gloire» (pour parier comme Heine) s'est vu contraint, un peu plus tard, de répondre à ma préface au livre III, après sa publication en italien dans le premier cahier de la Rassegna de 1895 [« La Rassegna » : revue bourgeoise qui parût à Naples de 1892 à 1895. N.R.]. Cette réponse se trouve dans la Riforma sociale [« La Riforma sociale » : revue libérale italienne qui parût à Turin et Rome à partir de 1894. N.R.] du 25 février 1895. Après m'avoir couvert de flatteries d'autant plus répugnantes qu'elles sont, chez lui, inévitables, il déclare ne jamais avoir eu l'intention d'escamoter à son profit les mérites que Marx s'est acquis au titre de la conception matérialiste de l'histoire. Dès 1885, il les avait reconnus, à vrai dire, tout incidemment, dans un article de revue. Par contre, il les tait avec d'autant plus d'opiniâtreté là où ils auraient eu leur place, c'est-à-dire dans son livre ; Marx n'y est cité qu'à la page 129, et uniquement à propos de la petite propriété foncière en France. A présent, il a l'audace de déclarer que Marx n'est pas du tout l'auteur de cette théorie ; en admettant même qu'on ne la trouve pas déjà indiquée chez Aristote, du moins Harrington l'avait indubitablement proclamée en 1656 et, longtemps avant Marx, elle avait été développée par une pléiade d'historiens, d'hommes politiques, de juristes et d'économistes. D'ailleurs, tout ceci se trouve dans l'édition française de l'œuvre de Loria. Bref, un plagiaire accompli. Après que je l'ai empêché de continuer ses fanfaronnades avec des emprunts faits à Marx, il réplique insolemment que Marx, tout comme lui, se pare des lauriers d'autrui. De mes autres attaques, il relève celle où je l'accuse d'avoir soutenu que Marx n'aurait jamais eu l'intention d'écrire un deuxième ou même un troisième livre du Capital. « Maintenant Engels répond triomphalement en m'opposant les livres II et III.... Très bien ! Je me réjouis tellement de ces livres auxquels je dois tant de joies intellectuelles que jamais encore victoire ne m'a été aussi chère que ne m'est aujourd'hui cette défaite... si toutefois il y a défaite. Mais en est-ce une vraiment ? Est-il bien exact que Marx ait écrit en vue de la publication cet amas de notes décousues qu'Engels a rassemblées avec une affectueuse pitié ? Est-il réellement permis de supposer que Marx.... ait confié à ces pages le soin de couronner son œuvre et son système ? Est-il vraiment certain que Marx aurait publié ce chapitre sur le taux moyen de profit, dans lequel la solution promise depuis tant d'années se réduit à la plus désolante mystification et à la plus vulgaire phraséologie ? Il est au moins permis d'en douter... Cela, me semble-t-il, prouve que Marx, après la publication de son magnifique livre (splendido), ne projetait pas de lui donner une suite, ou plutôt qu'il ne voulait pas laisser à ses héritiers, et en dehors de sa propre responsabilité, le soin de parachever son œuvre gigantesque. »

Voilà ce que nous trouvons à la page 267. Heine ne pouvait exprimer mieux son mépris pour son public de philistins allemands, qu'en ces termes : « L'auteur finit par s'habituer à son public comme s'il était doué de raison. » Quelle idée l'illustre Loria doit-il se faire du sien ?

Pour finir, voici une nouvelle volée de louanges qui s'abat sur moi pour mon malheur. Notre Sganarelle se compare en cela à Balaam qui était venu pour maudire, mais dont les lèvres laissaient échapper malgré lui des « paroles de bénédiction et d'amour ». Le bon Balaam se distinguait en particulier par le fait qu'il chevauchait un âne plus intelligent que son maître. Cette fois, Balaam, apparemment, a laissé son âne à la maison. [Allusion à une légende biblique. Le prophète Balaam était censé maudire Israël, mais par une inspiration divine, il finit par le bénir. N.R.]

[2] Archiv für soziale Gesetzgebung. Revue politique et économique qui parut à Tübingen puis Berlin de 1888 à 1903, sous la direction du social-démocrate H. Braun.

[3] Date de la découverte de Cuba, Haïti, etc. ouvrant la voie à celle de l'Amérique continentale. (N.R.)